



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1657

mercredi 3 juillet 2024

- **Le cyclone Béryl a causé beaucoup de dégâts dans le sud d'Haïti**
- **Aucune résistance des bandits face à une intervention musclée de la police au commissariat de Gressier**
- **Offensive des gangs une semaine après l'arrivée de la Mission multinationale d'appui à la sécurité**
- **Persistance d'un manque des soins de santé en Haïti**

>> Le cyclone Béryl a causé beaucoup de dégâts dans le sud d'Haïti

Des inondations dans au moins 2 communes, des plantations ont été dévastées et plusieurs canots de pêche ont été détruits et emportés par les vagues marines : c'est un bilan provisoire, dressé par la Direction Départementale de la Protection Civile du Sud, après le passage du cyclone Béryl, les 2 et 3 juillet en Haïti. Sur l'Île-à-Vache, des submersions ont inondé les habitations à Pierre le Nantais, l'Îlet à Brouée et Caille-à-l'Eau, ainsi que sur le littoral, par exemple à Madame Bernard, Pointesque, Soulette, Grand Sable, Caille Coq, Source Bombara, Cocoyer, ou encore à Anse-à-Canot. Des pertes agricoles sont également signalées dans le département du Sud-Est, mais, heureusement, aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée. Cependant, il y a eu des forts vents et de grosses pluies ainsi qu'une importante houle dans le Sud, où les vagues ont atteint près de 5 mètres.

>> Aucune résistance des bandits face à une intervention musclée de la police au commissariat de Gressier

Le commissariat de police à Gressier a été de nouveau pris d'assaut, le 30 juin, par des membres de gangs armés. Plusieurs habitants de Gressier, sans défense, ont été abattus chez eux par les assaillants et de nombreux autres ont dû fuir, selon des témoignages circulant sur les réseaux sociaux. Des maisons ont été également incendiées. Un chauffeur de transports publics, Francin Jean, assurant le trajet Jacmel / Port-au-Prince, a été tué par balles puis son cadavre a été calciné tôt le matin du lundi 1^{er} juillet. Les bandits armés, qui contrôlaient le commissariat de police de Gressier (à une trentaine de km au sud de Port-au-Prince), n'ont opposé aucune résistance et ils ont pris la fuite lors de l'intervention musclée de la police, le 1^{er} juillet. Selon le porte-parole de la police, Garry Desrosiers, les bandits avaient commencé à détruire la façade du bâtiment, lorsque, sur instruction du nouveau directeur général *ad intérim*

Rameau Normil, un détachement d'agents de police du Sud-Est, du Sud et des Nippes les a surpris. Ils ont ouvert le feu et la plupart des malfrats ont pris la fuite, d'autres ont été blessés. Actuellement, ce commissariat est sous le contrôle de la « task force », qui restera sur place. [Le révérend père Emmanuel Saintélias, curé de la paroisse Saint Jean-Baptiste de Gressier, a été kidnappé le 1^{er} juillet au presbytère, il a été libéré dans la soirée du 2 juillet.](#)

>> Offensive des gangs une semaine après l'arrivée de la Mission multinationale d'appui à la sécurité

Un sous-commissariat de police a été incendié à Carrefour (périphérie sud de la capitale), peu après [l'intervention musclée de la police le 1^{er} juillet, à Gressier](#). Des traces de fumée sont remarquées sur la façade du sous-commissariat Saint-Charles, un immeuble abandonné par la police en mars-avril 2024. Depuis cette époque, aucune présence policière n'est remarquée dans ce commissariat. On ne sait pas si les gangs ont agi en représailles, suite à cette intervention. « Les récentes offensives des gangs armés, après le [début de déploiement des policiers kenyans le 25 juin](#), s'inscrivent dans une logique de "démystification" de la [Mission multinationale d'appui à la sécurité](#) », selon le spécialiste en sécurité James Boyard sur son compte X. « Faute d'une structure de coordination et d'orientation axée autour du Conseil National de Sécurité (CNS) et d'une stratégie opérationnelle, tout cela était prévisible », souligne-t-il. Des informations laissent croire que le Conseil Présidentiel de Transition activerait des démarches en vue de la prochaine mise en place du CNS. [Des travaux sont également en cours pour harmoniser les modes d'intervention de la police, de l'armée d'Haïti et des forces kenyanes, selon le gouvernement de transition.](#)

>> Persistance d'un manque des soins de santé en Haïti

Des organisations et des institutions de santé relèvent que l'escalade de la violence des gangs armés provoque l'augmentation de la pénurie des soins de santé. Le représentant de l'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS) et de l'ONU, Dr. Oscar Barreneche, signale un système de santé paralysé, notamment au niveau de Port-au-Prince. « Nous sommes confrontés à des défis permanents, qui exigent un soutien et une action sans faille pour garantir des soins de santé stables et accessibles aux personnes qui en ont besoin ». Près de 40% des établissements fournissant des lits pour des soins, y compris le principal Hôpital de l'Université d'État d'Haïti, ont fermé leurs portes, au cours des deux derniers mois, en raison de la criminalité et des pillages, perpétrés principalement par des gangs, selon des chiffres avancés par le Ministère de la santé publique et de la population. [Les soins sont suspendus depuis le 29 février à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti](#) (plus connu sous le nom d'hôpital général), le plus grand centre hospitalier public de Port-au-Prince. Il y a des niveaux d'anarchie et de brutalités sans précédent en Haïti, où les gangs continuent d'étendre leur influence. La crise sécuritaire entraîne de graves conséquences sur un système de santé déjà fragile et provoque un manque d'accès aux soins ainsi qu'aux services sociaux essentiels, aux installations d'hygiène et à l'assistance psychologique. Les capacités d'intervention restent extrêmement limitées. Pour cause, les établissements de santé ont fermé ou ont considérablement réduit leurs actions, parce qu'il y a une pénurie de médicaments et de fournitures vitales, dont certaines ont été pillées. Seul un quart des établissements de santé demeurent fonctionnels dans le département de l'Artibonite (Nord), où les gangs maintiennent leurs emprises, indique le site ONU info. [Il faut noter une diminution importante du nombre de personnels soignants, car ils ne peuvent, le plus souvent, pas se rendre au travail pour des raisons évidentes de sécurité.](#)